

Étude de la Réforme

No. 0705 Août 2007

Gouvernance et Performance: L'Énigme Économique Marocaine

Amar Drissi

Depuis 25 ans l'économie marocaine a connu 3 périodes : une période d'interventionnisme de l'Etat dans les années 70, une période d'ajustement structurel dans les années 80, et une période perdue dans les années 90, qui était marquée par les sécheresses à répétition, l'atonie de la demande et une croissance en berne. Présentement, on vit une période marquée par les réformes structurelles et des accords de libre échange qui suscitent un timide rebond, mais qui ne restent qu'un vœu pieux en l'absence de reformes de fond et d'hommes capables de les porter. Au vue de cette situation, il ne sera guère pertinent de faire des propositions trop vastes. Comme l'analyse a mis en évidence le caractère fragmenté à la fois des élites et de l'Etat, le remède proposé sera doublé: a) (re)construire l'Etat en renforçant son pouvoir stratégique d'influence et de cohérence et b) recomposer les élites en les renouvelant, en les élargissant, en augmentant leur biodiversité sociologique et culturelle. Ces recommandations peuvent se traduire concrètement de manière très diverse.



Le Centre International pour l'Entreprise Privée
OCDE Centre de Développement





Le Centre International pour l'Entreprise Privée est un membre à but non lucratif de la Chambre de commerce américaine, et l'un des quatre principaux instituts du National Endowment for Democracy (NED). Le CIPE a soutenu plus de 1 000 initiatives au niveau local dans plus de 100 pays en développement, avec la participation du secteur privé en matière de défense des politiques, de réforme institutionnelle, d'amélioration de la gouvernance, et du renforcement de la compréhension des systèmes démocratiques basés sur les marchés. Le CIPE offre en outre une aide à la gestion, des expériences pratiques, ainsi qu'un soutien financier aux organisations locales dans le but de renforcer leurs capacités à mettre en œuvre les réformes démocratiques et économiques. Les programmes du CIPE sont également soutenus par l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID).



Créé en 1962 par l'**Organisation de Coopération et de Développement Economiques** (OCDE) à Paris, **le Centre de Développement** contribue à assurer l'interface entre les pays Membres de l'OCDE et les économies émergentes et en développement. Le Centre de Développement conduit des travaux de recherche comparée et encourage un dialogue informel sur les questions de développement intéressant à la fois les pays Membres de l'OCDE et les économies émergentes et en développement.

Cette étude de cas fait partie des séries du Centre de Développement de l'OCDE et CIPE sur la gouvernance et l'investissement dans les économies émergentes.

Center for International Private Enterprise
1155 Fifteenth Street NW • Suite 700
Washington, DC 20005
USA

ph: (202) 721-9200 • fax (202) 721-9250
web: www.cipe.org • e-mail: cipe@cipe.org

Charles Oman, Senior Economist
OECD Development Centre
2, rue André Pascal
F-75775 Paris Cedex 16
France

ph: +33 1.45.24.82.00 • fax +33 1.45.24.85.00
web: www.oecd.org/dev • e-mail: dev.contact@oecd.org

I. Mesure des faits

Sur une période d'au moins 25 ans, on peut distinguer 3 cycles achevés:

- le premier dans les années 70 marqué par un interventionnisme brouillon de l'état et une croissance notable,
- un cycle des années 80 marqué par l'Ajustement Structurel, un retrait de l'état et une embellie des exportations conformes aux dogmes économiques dominants (remarquable mais guère durable),
- une décennie perdue, celle des années 90, marquée par les sécheresses à répétition, l'atonie de la demande et une croissance en berne,
- on pourrait ajouter un 4ème cycle toujours en cours, celui des années 2000 où, malgré l'atonie des exportations, un timide rebond, soutenu par une consommation interne, une intervention publique, pourrait faire illusion avec sa cohorte de « réformes structurelles », son armée « d'accords de libre échange » et son déluge de rapports en tous genres. Un tel processus, pourrait faire espérer une rupture mais reste un vœu pieux en l'absence de réformes de fond et d'hommes capables de les porter.

Après une période marquée par « l'étatisme interventionniste », le Maroc a officiellement adopté dans les années 80 une politique économique labellisée « libérale ». Avec la crise économique qui a culminé dans la crise de la dette et la prise en main de l'économie sous la houlette du FMI et de la Banque Mondiale, le « consensus de Washington » est devenu le dogme officiel dominant. Politique déclinée de la manière la plus classique: privatisations d'entreprises publiques, réduction du protectionnisme douanier, ouverture, accords de libre échange (avec l'UE, les pays arabes, la Turquie et récemment les Etats Unis...¹). Dans les deux cas, la même mise en garde est de mise: que ce soient les politiques d'ordre étatiste/développementaliste d'après l'indépendance ou celles d'inspiration libérale, il ne faut pas perdre de vue que ces dites réformes ont connu des applications contrastées voire inconstantes, des mises en œuvre disparates voire contradictoires. Bref, il est vain de vouloir les opposer terme à terme comme des politiques

différentes, tranchées de manière idéologique alors que la question des modalités opérationnelles de mise en oeuvre² paraît être un élément surdéterminant bien plus significatif que des différences de conception idéologiques.

Avec un PIB d'environ 46 milliards de \$ en 2003 et la croissance économique par personne au ralenti³ le poids de la dette extérieure reste appréciable: 16,5 milliards de \$ et un ratio de service de la dette de 15,7%.

Au niveau des entreprises, le poids économique des entités étatiques et para-étatiques reste prédominant. Malgré tous les discours, le secteur privé reste cantonné dans une position relativement mineure voire subordonnée...Pis, même le secteur « privé-privé » dépend de sa proximité politique avec le pouvoir pour survivre... Le 1er cercle économique est constitué par une dizaine de grosses entreprises d'état et quelques groupes familiaux privés qui constituent le gros du secteur formel. L'ONA, conglomérat de plusieurs métiers, première entreprise privée du pays représente environ 8% du PIB et constitue avec ses filiales plus de 50% de la capitalisation de la bourse de Casablanca. Sa récente acquisition de la Wafabank (pour la fusionner avec sa propre banque, la BCM) en a fait la première banque du pays sous le nom de TijariWafa. L'acquisition des 4 sucreries d'état par sa filiale la Cosumar lui assure un monopole quasi-total du sucre. Quant à l'OCP (Office Chérifien des Phosphates), première entreprise publique, elle représente le deuxième exportateur du pays (avec 421 millions de \$ pour le phosphate et 565 millions de \$ pour l'acide phosphorique en 2003).

Si les grosses entreprises publiques contrôlent toujours les sommets dominants de l'économie, le mouvement de privatisation continue avec des hauts et des bas. Et principalement en fonction des besoins financiers de l'état. Parmi quelques unes des grandes opérations de privatisation qui ont scandé cette politique de libéralisation, celles de Maroc-Telecom (MT) et Regie des Tabacs. En 2000, Vivendi Universal a payé 23,3 milliards de DH (environ 2 milliards de dollars US) pour une prise de participation de 35% dans Maroc Telecom. En 2004, l'option sur les 16% fut exercée pour un prix de 12,4 milliards de DH.

Parallèlement en, décembre 2004, 14,9% de MT furent mis sur le marché et rapportèrent 9 milliards de DH. En 2002, le franco-espagnol Altadis acheta 80% d'un monopole d'état, la Régie des Tabacs pour la somme de 14,1 milliards de DH.

Le 2eme cercle est constitué par le secteur informel qui, selon les dernières estimations pourrait atteindre jusqu'à 40% du PIB. Vu l'absence de chiffres fiables, le problème de la mesure ici prend toute sa signification. Faute d'alternative, on aura recours aux statistiques officielles mais sans trop les prendre à la lettre, plutôt en recoupant les tendances lourdes qu'ils laissent deviner.

Tableau 1: PIB prix courants (Milliards de \$)

Item	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004 est
absolu	25,8	33,0	36,6	33,4	35,8	35,2	33,3	33,9	36,1	43,8	50,0

Eu égard à cette politique économique suivie, et considérant les promesses qui la sous-tendaient, le bilan est globalement décevant. Les résultats sont loin d'être à la hauteur de la rhétorique. Par quelque bout qu'on la prenne, la performance économique ne correspond pas aux coûts, aux efforts et aux investissements consentis. Les indicateurs économiques et sociologiques qui vont suivre vont nous présenter un premier état des lieux.

1.1. Paramètres et fondamentaux macro-économiques

Croissance globale et PIB

Si les chiffres globaux bruts ne signifient pas grand-chose par eux mêmes, ils fournissent cependant un ordre de grandeur, qui, toutes choses égales par ailleurs, constituent un point de départ descriptif.

Sur la base même des sources officielles nationales et internationales, le diagnostic est sombre. Globalement et dans le temps, la croissance du pays a été:

- Faible
- Inférieure à celle des autres PED (pays en développement)
- Volatile

Le chiffre de la période 1971-1982 qui apparaît comme le plus le plus élevé doit être relativisé car, en comparatif, c'est la période où les Nouveaux Pays Industriels (NPI) entreprenaient leur fabuleux décollage économique.⁵ L'examen comparé sur 3 décennies montre une nette dégradation à partir du début des années 90. En effet durant les deux décennies 70-80 et 80-90, la croissance relative est au rendez-vous portée par de gros investissements publics. Elle se maintient comparativement bien de 1982 à 1991 malgré la crise de la balance des paiements dans la première moitié de la deuxième décennie. Mais la performance se dégrade considérablement durant le cycle qui commence en 1991 avec un accroissement de l'écart différentiel avec

les autres PED atteignant pratiquement 2 points de pourcentage. Un léger rebond⁶ de l'économie se confirmerait depuis 1998 mais l'écart différentiel persiste.

La composition sectorielle du PIB⁷ n'a pas connu de changement significatif sur la période considérée (les 25 dernières années):

- Le secteur primaire représente environ 15% du PIB nominal (avec de fluctuations dues aux accidents climatiques)
- Le secteur de transformation industrielle se maintient dans une bande oscillant entre 16% et 19% du PIB mais il ne s'est guère développé au-delà, ce qui constitue un autre indicateur de l'échec des plans d'ajustement structurel qui visaient dans les années 80 à développer la base

Tableau 2: croissance du PIB, 1971-2004 (en %)

	Maroc	Pays en développement
1971-2004	3,81	4,47
1971-1982	4,75	4,74
1982-1991	4,32	3,75
1991-1998	2,11	4,20
1998-2004	3,33	5,35

Source : FMI⁴

industrielle du pays pour diminuer le poids des matières premières (« commodities ») sensibles aux chocs extérieurs. Le secteur textile & habillement, cuir qui fut la locomotive à l'export a commencé à ralentir depuis 1995... et se contacte encore face au choc de l'abolition des quotas en Janvier 2005.

- Le secteur de la construction et des TP a vu sa croissance stagner par rapport aux niveaux d'investissement public des années 70, ce qui explique le retard actuel et structurel en termes d'infrastructures.
- Le secteur tertiaire est resté stable aux alentours de 38% du PIB avec en particulier un développement du tourisme, de l'intermédiation financière, des transports et des télécoms.
- La machine administrative a connu une croissance plus importante que la croissance générale du PIB dans la période correspondante.

Tableau 3: croissance du PIB per capita (en %)

	Maroc	Pays en développement
1971-2004	1,75	2,58
1971-1982	2,09	2,58
1982-1991	2,16	1,80
1991-1998	0,42	2,51
1998-2004	2,05	3,84

Source : FMI

Les chiffres du PNUD, s'ils ne sont pas rigoureusement identiques, s'appliquant à des périodes différentes, indiquent les mêmes ordres de grandeur. La tendance est à une nette dégradation dans la deuxième période considérée.

En termes de production par tête d'habitant, l'évolution est encore plus sombre même si l'économie semble s'être redressée depuis 1998 (du moins en termes purement quantitatifs) et que la croissance démographique ait commencé à marquer le pas. L'appauvrissement sinon du pays, du moins de sa population est patent. En dynamique comparative, le différentiel avec les pays sous-développés persiste voire s'aggrave.

Outre son niveau faible, en absolu et en comparatif, cette croissance est entachée d'une volatilité importante: les fluctuations du prix des phosphates dans les années 70, la variabilité pluviométrique depuis les années 80, les épisodes sévères de sécheresse dans les années 90, ont affecté l'évolution de la croissance d'une forte volatilité, la situant à un niveau bien supérieur en perspective comparative internationale.

Bref, quelles que soient les critiques adressées au concept de PIB⁸ et malgré toutes les réserves sur la mesure, le diagnostic est sans appel: derrière ce que, par euphémisme ou par litote, les panglossiens appellent un environnement macro-économique « stable », se cache une croissance médiocre, quasi-immobile, en constant décalage aussi bien par rapport aux besoins en interne que, dans une perspective internationale, par rapport à la dynamique d'autres pays en développement comparables.

Production et valeur ajoutée industrielle

L'industrie de transformation ne constitue que 18% du PIB global (1999) et l'agriculture 16%.

La valeur ajoutée industrielle⁹ n'augmente en moyenne que de 3,5% par an moyenne entre 1980 et 1999¹⁰ en diminution par rapport à la période 1980-1988 ou elle augmentait de 4,1% en moyenne.

L'industrie textile qui constitue la 1^{ère} source d'exportation du Maroc (2 milliards de \$ en fob 2003), a commencé à subir de plein fouet la concurrence chinoise suite à la fin de l'Accord Multifibre qui garantissait au textile marocain une part du marché européen. La relative appréciation du dirham ne fait qu'exacerber un problème structurel d'une industrie qui s'est constituée à l'abri de protections douanières élevées mais où la productivité reste médiocre.

Tableau 4: croissance annuelle PIB/ha (%)

Période 1975-2003	Période 1990-2003
1,3	1,0

Source : PNUD

Productivités

Un exercice entrepris par les économistes du FMI sur les sources de la croissance,¹¹ selon une méthodologie dite de « comptabilité de croissance » (growth accounting) démontre que la performance de l'économie marocaine sur les 35 dernières années est attribuable à l'accumulation des facteurs traditionnels et que la productivité totale des facteurs n'a pas eu de contribution significative à cette croissance. Utilisant une fonction de production classique Cobb-Douglas, ils en arrivent au résultat suivant.

négligeable. Pire, à l'exception de l'intermède 1982-1991, la contribution de la productivité est même négative sur trois décennies: 1971-2004, et la période 1991-2004.

Les analystes du FMI épousent grosso modo cette thèse même s'ils essaient de la tempérer en notant que, en isolant le secteur non-agricole, la croissance du résidu, même faible voire négative, s'est légèrement améliorée à partir de 1991, et ce pour la première fois depuis 35 ans. Mais il faut noter que cette amélioration tenue (qui demande à être confirmée empiriquement) s'est faite principalement aux dépens de la croissance de l'emploi.

Peut-on s'étonner que la forte croissance de la décennie 70 (plus de 6%) soit accompagnée d'une contribution négative de la productivité totale (PTF) ? Pas tant que cela si l'on veut bien considérer la dimension qualitative de toute croissance économique: la bonne gestion des équipements industriels, l'utilisation optimale de la capacité, le choix judicieux des ressources humaines, autant d'éléments qui entrent en ligne de compte et qui peuvent colorier le contenu et le sens de la croissance e dans un sens ou un autre. Sans oublier aussi que le retour sur investissement (en particulier sur des infrastructures de longue durée) requiert la longue durée pour se mesurer de manière adéquate.

Au-delà de ces chiffres globaux qui indiquent une stagnation de la productivité plus qu'autre chose, les quelques chiffres plus particuliers dont on dispose disent à peu près la même chose, même si là encore, il est difficile de faire le lien technique entre ceux-ci et ceux-là. Si l'on en croit les

Tableau 5: estimation de la fonction de production (1960-2002)

PIB/Travail	Johansen/7 lags	Johansen/1 lag	OLS modifié
Capital/Travail	0,53 [6,56]*	0,35 [3,53]	0,43 [6,26]
Tendance	-0,0047 [-1,59]	0,0036 [1,09]	0,0025 [1,16]

Les crochets [...] indiquent les t-statistiques

L'estimation du point G du taux de croissance annuelle n'étant pas significatif au niveau statistique, amène à penser que la croissance de la productivité sur la période 1960-2002, a été égale à zéro en moyenne.

Tableau 6: décomposition croissance économique globale (en %)

	1971-2004	1971-1982	1982-1991	1991-1998	1998-2004
PIB réel	3,83	4,81	4,32	2,11	3,33
Contribution du Capital	2,16	3,47	1,47	1,17	2,02
Contribution du Travail	1,64	1,86	1,54	1,48	1,57
Contribution de la PTF*	0,03	-0,51	1,32	-0,54	-0,25

* Résidu: interprété comme productivité totale des facteurs, Source : FMI

En clair, la croissance repose principalement sur l'accumulation de facteurs et la contribution de la productivité telle qu'elle est estimée en moyenne sur la période considérée ((1971-2004) est en moyenne

statistiques officielles,¹² et même si l'on se garde de prendre les chiffres à la virgule près, la tendance est claire: la productivité apparente du travail,¹³ déjà stagnante de 1985 à 1996 (environ 3,3% pour la période) s'est même effondrée de 1998 à 2000 (environ -1,6%). Même si parfois les études officielles préfèrent faire dans l'euphémisme:

« Cette période a montré une évolution en dents de scie de la productivité du travail dans l'agro-industrie en lien avec les approvisionnements. Il en est de même pour les industries électriques et électroniques. Pour le textile et cuir, la productivité a connu une légère baisse de 0,7% par an en moyenne. Cette situation a été partiellement compensée par la relative croissance de l'emploi dans les industries mécaniques et métallurgiques et chimiques et para chimiques. »¹⁴

Une autre étude officielle, malgré des chiffres différents, dénote la même tendance:

« la productivité apparente de l'industrie a enregistré, en volume, une baisse annuelle moyenne de 0,6% entre 1980 et 1999. Cette baisse a été plus importante entre 1980 et 1990, atteignant 0,9 % par an contre 0,2% par an entre 1990 et 1999... Au cours des années 90, la productivité du travail n'a évolué que faiblement, et son taux de croissance annuel a varié entre -0,9% et +0,4% selon les branches industrielles »¹⁵

Outre la valeur insuffisante de la mesure elle-même, l'autre problème de la productivité est qu'elle est un « résidu » qu'il est difficile d'appréhender de manière directe. Sans qu'on ait les moyens d'isoler finement les différents composants des paramètres à l'origine de ces carences de productivité et de progrès technique (au sens d'application du savoir à

Tableau 7 : décomposition de la croissance pour le secteur hors-agriculture (en %)

	1971-2004	1971-1982	1982-1991	1991-1998	1998-2004
PIB réel hors-agriculture	4,29	6,06	3,36	2,90	3,55
Contribution du Capital	2,15	3,68	1,23	1,19	1,70
Contribution du Travail	2,50	3,71	2,39	1,66	1,05
Contribution de la PTF	-0,36	-1,33	-0,27	0,05	0,80

Source : FMI + annuaires statistiques du Maroc

la production), on peut raisonnablement juger que, outre l'insuffisante mécanisation, les insuffisances en matière d'éducation fondamentale, de formation, d'organisation scientifique du management couplées aux déficiences plus générales de l'action de l'état, constituent ensemble un faisceau lié de carences qui a à voir avec l'insuffisante croissance de la productivité.

L'examen des différences sectorielles de productivité du travail fait même apparaître des disparités encore plus frappantes.

Compétitivité

Celle-ci peut être mesurée par l'évolution du rapport entre rémunération du facteur travail et contribution de ce facteur à la création de richesses. Les chiffres officiels de l'analyse d'enquête industrielle pour la période 1997-2003 montrent que le coût moyen du travail est passé de 37 000 DH/an par travailleur en 1997 à près de 48000 DH/an en 2003 soit un accroissement annuel moyen de l'ordre de 4,4% à un moment où la productivité du travail ne progressait que de 2%. L'augmentation relativement plus rapide du coût du facteur travail par rapport à la productivité du travail s'est traduite par l'érosion de la compétitivité du secteur industriel: ainsi le coût salarial par unité produite est passé de 0,36 en 1997 à 0,42 en 2003, ce qui signifie une progression de 2,50% par an.

A un niveau plus global, les perspectives sont encore plus inquiétantes. Examinant un jour le rang du Maroc par rapport au PNB mondial et sa part dans le commerce mondial, une experte d'une de

ces innombrables organisations internationales qui régulièrement viennent ausculter le corps et l'âme du patient Maroc, eut cette exclamation/interrogation qui vaut plus que 1000 traits: «*Does Morocco really matter?* ». En d'autres termes, et l'allusion était limpide et candide, dans l'optique néo-libérale ou le commerce est tout, des pays entiers pourraient être rayés de la carte sans que les échanges internationaux en pâtissent. Ce qui est déjà le cas aujourd'hui avec certains pays du continent qui n'existent plus sur la carte du marché international. La compétitivité est la capacité de

- Barrières douanières élevées et taux de protection effective élevés dans certains secteurs
- Infrastructures déficientes et coûts logistiques élevés
- Surévaluation taux de change par rapport aux compétiteurs
- Interventions étatiques non libérales (monopole, subvention etc.)
- Environnement des affaires non attrayant (climat des affaires)¹⁷

Tableau 8: structure des échanges

Exportations biens & services (%PIB)		Exportation produits primaires (%PIB)		Exportation produits manufacturés (%PIB)	
1990	2003	1990	2003	1990	2003
26	32	48	31	59	69

produire et de vendre sur le marché (international et local) aux prix internationaux. Quelles que soient les critiques¹⁶ qu'on peut faire à cette notion, surtout si elle est considérée de manière isolée, elle garde néanmoins une certaine pertinence en particulier lorsqu'on met en rapport exportations de produits bruts du secteur primaire et exportations de produits manufacturés. Si l'exportation de produits manufacturés est un bon indicateur, on préfère comptabiliser la part des x (hors pétrole) dans le PIB et /ou mesurer la part de marché des produits non pétroliers dans les principaux marchés.

Si l'on regarde les chiffres, le diagnostic de la compétitivité est sombre:

- faible croissance des x même n valeur absolue
- parts de marché en recul sur les principaux marchés
- X peu diversifiées
- Peu d'exportations de services (hors tourisme)
- Peu d'IDE hors privatisations

Les causes de ce manque de compétitivité ou plutôt les justifications officielles avancées sont toujours les mêmes:

La dernière catégorie étant la plus floue et sans doute la plus intéressante car on y met généralement tout ce qui dérange (vraiment) et qu'on n'ose pas formuler à voix haute: problème de la fiscalité (assiette fiscale et mise en œuvre inégalitaires), gouvernance faible des entreprises, problème de la structure du capital, financement sélectif (poids des cautions et garanties), cartel bancaire,

accès au foncier, carences administratives et déficiences dans l'application des décisions. Pourtant là aussi ce n'est pas faute d'une intense activité de réforme, du moins sur le papier:

- Charte de l'Investissement édictée du temps de Hassan II (en 1995)
- Loi sur les tribunaux de commerce (1998)
- Libéralisation des télécoms
- Loi sur Propriété industrielle (2000)
- Création de 16 Centres Régionaux d'Investissement (CRI) en 2003
- Réforme portuaire

Ici encore, comme on le verra dans la deuxième partie, le processus de mise en œuvre obéit à des logiques complètement différentes de celles du papier ce qui explique que les retombées tardent à se réaliser, que l'application des réductions tarifaires soit lente, bref que la réalité ne corresponde pas au monde des idées.

Emploi

Les chiffres du chômage, de l'avis des observateurs, sous-estiment grandement le phénomène¹⁸ sans

compter le poids du sous-emploi et du chômage déguisé. Plus que le chiffre global, la structure du chômage est potentiellement dangereuse: presque 80% des chômeurs urbains sont des jeunes entre 15-34 et 26% des chômeurs (325, 000) sont des diplômés.¹⁹ Au regard de cette réalité, si l'analyse des 5 dernières années montre une création nette de 9315 emplois permanents par an en moyenne dans l'industrie de transformation²⁰, celle-ci rapportée aux besoins reste insignifiante. Plus inquiétant, si l'on se replace dans la longue durée, on voit que l'emploi a connu une décroissance dès le début des années 80 (avec un chômage urbain qui est passé de 12,7% à 17,35% en 1991), et qui s'est poursuivie implacablement durant les deux derniers cycles.

En termes de composition qualitative, si l'effectif s'est féminisé, passant de 33,8% en 1991 à 42,4% en 1999, le niveau de formation reste peu élevé: avec 28% d'analphabètes, 40% de formation primaire, 25% de formation secondaire et seulement 7% de formation supérieure (chiffres de 1998). La structure de l'emploi en découle logiquement: les manœuvres représentant la majeure partie de l'emploi (43% de la population industrielle), les ouvriers spécialisés venant juste derrière (39%), puis bien loin derrière, les cadres intermédiaires (6%) et les cadres supérieurs (4% de l'emploi)

Le démantèlement de l'AMF en janvier 2006 et la concurrence chinoise (avec des salaires inférieurs plus de 10 fois aux salaires marocains) risque de toucher sérieusement l'industrie textile qui assure 1/3 de l'emploi industriel.

Investissements et évolution des IDE

L'investissement (au sens de FBCF) au Maroc a connu son apogée vers 1976 lorsqu'il a atteint pratiquement 30 % du PIB nominal. Puis il a connu une dégradation continue avec son niveau le plus faible en 1996 où il est passé sous la barre des 20%. Depuis il

s'est légèrement redressé pour atteindre environ 25% en 2004. Le changement quantitatif de l'investissement masque d'autres changements au niveau de sa structure interne: si l'investissement gouvernemental au sens strict a chuté régulièrement de 11% à 2,45% sur la période considérée, par contre l'investissement opéré par de sociétés publiques ou semi-publiques s'est maintenu voire amélioré. Par contre si l'on remet les choses en perspective (internationale), on constate que le Maroc est en retard sur les autres PED depuis les années 80 et qu'il investit en moyenne moins de 4% du PIB que la Tunisie depuis 1970.²¹

Tableau 9: Flux d'aide, de capitaux privés et de dette

APD (total)	APD	IDE Entrées nettes	Autres flux privés	Service dette (total)	Service dette
millions (\$) par ha (\$)	% PIB	% PIB		% PIB	% Exportations biens & services
2003	1990	1990	1990	1990	1990
2003	2003	2003	2003	2003	2003
522,8	4,1	0,6	1,2	6,9	27,9
17,4	1,2	5,2	0,3	9,8	25,7

APD=Aide Publique au Développement (versements nets), Source: PNUD

Si l'on considère maintenant les IDE, ils ont atteint en moyenne 1,55% dans les années 90. Sur la période la plus récente entre 2000 et 2004, défalqués ils ont atteint en moyenne 650 millions de \$ ce qui représente environ 1,7 % du PIB et 7,2 % de l'investissement total.

L'épargne nationale, d'environ 27% du PIB en 2004, s'est considérablement redressée, aidée en cela par les importantes rentrées de devise dues aux RME travaillant en Europe. Aujourd'hui le gap épargne/investissement (qui jusque dans les années 90 dépassait 5% du PIB) a même disparu, laissant place à un surplus significatif depuis 2001. Preuve s'il en fallait que qu'il existe une marge de manœuvre importante pour accroître l'investissement national sans passer forcément par les fourches caudines de l'investissement étranger.

Dettes globales du Maroc

	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
<i>Dettes extérieures globales (milliard \$)</i>	20,8	22,9	21,7	19,5	20,6	19,8	18,0	15,9	15,7	16,8	16,6
<i>Dettes extérieures globales (% PIB)</i>	80,4	69,4	59,3	58,3	57,5	56,1	53,9	47,8	40,9	35,1	30,8
<i>Dettes publiques domestiques (% PIB)</i>	35,5	43,3	41,0	44,8	44,6	45,6	47,3	45,8	48,1	50,1	51,0
<i>Dettes publiques globales (% PIB)</i>	89,1	90,6	82,1	83,0	80,9	81,3	81,5	74,7	71,4	68,5	65,8

Source : FMI, op cit p. 63

Les différents indicateurs ne bougent pas de manière significative et la tendance est à la stagnation voire à la régression: et ceci une fois défalqués les montants au titre des privatisations qui sont par définition des opérations non récurrentes.

Endettement

Manquent à ce tableau les années 1980-1990 qui montrent le développement massif de la dette lors de ce qui fut appelé « décennie perdue du développement » suite au gonflement de la dette et l'arrêt des financements privés externes. Ce fut la période politique d'ajustement structurel, c'est à dire des politiques dites de rigueur budgétaires à géométrie variable où les erreurs et la gabegie des classes dirigeantes furent payées et encaissées par les classes moyennes et les classes populaires.

Le plus inquiétant n'étant pas seulement le principal de la dette mais bien évidemment l'hémorragie financière représentée par le service de la dette. Cette dernière, en pourcentage du PIB, s'est accrue.

Rendements et structures agricoles

Confirmant l'adage toujours d'actualité de Lyautey, avec son fameux « Gouverner, c'est pleuvoir », l'agriculture reste toujours tributaire des précipitations irrégulières, à l'exception des zones irriguées. Les exploitations restent fragmentées avec plus de 85% d'entre elles en dessous de 10ha et 49% en dessous de 3 ha. Les rendements considérés comme bons au Maroc suite à des précipitations avoisinant 1,73 T/ha en 1996, 1,64 T/ha en 1994 et 1,48 T/ha en 2003. Par comparaison, ces rendements sont faibles²² rapportés à la Tunisie: 1,9 T/ha en moyenne. Symptôme emblématique de

ce manque de productivité et de compétitivité: la protection des céréales. Le gouvernement continue à garantir un prix des céréales qui est à peu près le double du prix au marché mondial avec des droits de douane de 135%.²³ Selon la banque mondiale, la valeur ajoutée du paysan a chuté de 1700 \$ en 1989 à 1650\$ en 1999 alors que durant la même période, la valeur ajoutée par exploitant en Tunisie est passée de 2200 \$ à 3000 \$.²⁴

Plus que les symptômes, encore une fois, ce sont les causes de cet état de fait qui sont inquiétantes: plus de 50 ans après l'indépendance, l'agriculture est un échec quasi-total. L'absence de réforme agraire reste un obstacle structurel qui empêche toute émergence d'une classe moyenne agricole aisée dont l'émergence reste une des clés de tout développement véritable comme l'attestent les réformes agraires effectuées en Corée du Sud et à Taiwan.

Le problème de l'eau mériterait un ouvrage à lui seul tant il est potentiellement explosif. Autant que la question des ressources brutes, c'est sa gestion par les différentes entités publiques et privées, agricoles (Offices de Mise en Valeur) ou non (tourisme, complexes de golf) qui pose aujourd'hui problème.

Classement IDH des pays de la région

Algérie	Tunisie	Libye	Egypte	Liban	Syrie	Turquie	Arabie	Iran
103	89	58	119	81	106	94	77	99

Indicateurs sociaux et IDH

L'IDH²⁵ se calcule comme moyenne des indices de santé et longévité (mesurées d'après l'espérance de vie à la naissance), de savoir (mesuré d'après taux d'alphabétisation des adultes et le taux brut de

Tableau 10: décomposition analytique des éléments de construction de l'IDH

Valeur de l'IDH	Espérance de vie à la naissance	Taux d'alpha adultes [(% >15 ans)]	Taux brut scolarisation combiné ²⁷ (primaire au supérieur) [%]	PIB/ha (PPA)	Indice d'espérance de vie	Indice de niveau d'instruction	Indice de PIB	Différence de classement selon IDH et PIB ²⁸ (PPA)
2003	2003	2003	2002/2003	2003				
0,631	69,7	50,7	58	4004	0,75	0,53	0,62	-16

scolarisation combiné du primaire, du secondaire et du supérieur) et de niveau de vie décent (mesuré par PIB par ha en parité de pouvoir d'achats en \$ (PPP).

Le Maroc est classé 124^e dans le dernier index du développement humain,²⁶ classé dans la catégorie dite « développement humain moyen », entre le Gabon et la Namibie. Malgré certaines améliorations ponctuelles ces dernières années, le Maroc est loin derrière ses pairs au niveau régional. Pour rendre les choses significatives, un comparatif s'impose

habitants, l'Égypte 1 pour 450 alors que le chiffre même amélioré du Maroc ne représente qu'un médecin pour 1800 habitants. En 2003, 45% des habitations rurales n'avaient pas d'eau potable et 38% étaient sans électricité. Près de 80% de la population rurale ne dispose pas de route utilisable l'hiver (malgré la construction d'environ 1500 Km de routes rurales par an). Le taux d'analphabétisme atteignait 49% en 2002 ce qui relègue le Maroc tout en bas du classement même dans la zone arabe. Le nombre de gens en dessous du seuil de pauvreté est passé de 13% en 1991

Tableau 11: Pauvreté humaine et pauvreté monétaire

IPH-1 -Rang -Valeur	Probabilité à la naissance de ne pas survivre jusqu'à 40 ans*	Taux analphabétisme des adultes * (en % de 15 ans et pls)	Population privée point d'eau aménagé*	Insuffisance pondérale enfants* (% moins de 5 ans)	Population en deçà seuil pauvreté monétaire (%)	différence de classement selon l'IPH-1 et la pauvreté monétaire ²⁹
(%)	(% cohorte)		(%)			
	2000-2005	2003	2002	1995-2003	-1 \$ par j 1990-2003 -2 \$ par j 1990-2003 -national 1990-2002	
61 34,5	8,6	49,3	20	9	<2 14,3 19	35

*Éléments utilisés pour calculer l'indice de pauvreté humaine (IPH-1)

La décomposition analytique qui prévaut à la construction de l'Indice de Développement humain permet de d'identifier rapidement les éléments les plus dégradés qui expliquent ce classement.

Ainsi, selon des statistiques du HCP, si des améliorations en termes de santé ont été relevées: le nombre des médecins passant entre 1997 et 2003 à 16,387 (augmentation de 65%), et le nombre des hôpitaux atteignant 127 (augmentation de 16%), ces chiffres ne soutiennent pas la comparaison avec des pays voisins. La Tunisie a 1 médecin pour 1200

à 20% en 1999. Plus grave, même une amélioration statistique telle que l'augmentation des dispensaires de santé de base (1 pour 9200 personnes en 1997 contre 1 pour 7000 personnes en 2003) ne préjuge pas du fonctionnement réel sur le terrain souvent handicapé par des problèmes de financement, de staff, etc.

Le diagnostic est sans appel. Une politique se juge à ses fruits et ceux ci sont bien amers. Même si l'on peut toujours ergoter dans les détails, finasser, ruser, la sous-performance est avérée, la contre performance confirmée: la gestion socio-economique du pays

Tableau 12: inégalités en termes de revenu et consommation
Année considérée: 1998

Part du revenu ou de la consommation				Outil de mesure de l'inégalité	Indice de Gini	
10% les plus pauvres	20% les plus pauvres	20% les plus riches	10% les plus riches	10% les plus riche aux 10% les plus pauvres	20% les plus riches aux 20% les plus pauvres	
2,6	6,5	46,6	30,9	11,7	7,2	39,5

Indice de Gini : rapport du revenu ou de la catégorie la plus riche sur celle de la catégorie la plus pauvre (le chiffre 0 correspond à l'égalité parfaite et 100 à l'inégalité parfaite)

depuis 50 ans est un échec historique majeur. Tous les indicateurs quantitatifs et qualitatifs convergent de manière dramatiquement remarquable. Les phénomènes même imparfaitement mesurés, sont significatifs. Les chiffres, même assortis du recul et du doute méthodologiques qui s'imposent, restent éloquentes.

1.2. Anatomie des élites, cartographie du pouvoir et jeu des acteurs

Les faits ne sont pas seulement d'ordre économique mais aussi sociologique. La cartographie des acteurs du pouvoir a autant de consistance que les phénomènes économiques précédemment appréhendés. Nous sommes ici dans la physique du pouvoir et de ses appareils.

Au niveau le plus descriptif, de quoi parle-t-on? Comment appréhender cette élite? En l'absence d'études sociographiques pointues, on ne peut que multiplier les angles, recouper les grandeurs pour essayer d'approximer le mode d'existence de l'élite. Cette catégorisation se veut, dans l'ordre actuel des choses, plus heuristique que véritablement théorique. On peut ainsi grosso modo identifier plusieurs cercles de pouvoir et de responsabilité qui s'apparentent à des fractions de l'élite dominante.

La statistique descriptive permet déjà de distinguer déjà un groupe prééminent: celui des 10% les plus riches, ceux qui consomment pratiquement 30% des richesses nationales. Un deuxième critère de différenciation qui recoupe le premier sans s'y superposer de manière univoque serait celui de la langue: la majorité des

décideurs sont francophones, c'est-à-dire issus d'une minorité située dans une fourchette haute de 15 000 personnes environ,³⁰ ce qui est à rapporter aux 18 000 personnes scolarisées par la Mission Scolaire et Universitaire Française au Maroc.

Enfin on se rappelle du seuil d'efficience quantitative qu'avaient retrouvé empiriquement des anthropologues tels Lévi-Strauss: au delà de 400 personnes, les tribus avaient tendance à se scinder pour ne pas perdre une certaine efficacité opérationnelle liée un effet de taille. Rappelons que Lyautey se vantait de pouvoir « tenir » le Maroc avec 300 personnes. On ne peut qu'être frappé par l'étonnante continuité avec l'élite actuelle qui, héritière de l'appareil d'état colonial, reste dans le même ordre de grandeur avec en gros le même objectif structurel: « tenir » le pays voire « contenir » le pays...avec 200 têtes d'œufs comme le prétendent certains technocrates partisans du « régime change ».

- Le premier cercle royal: formé par l'entourage des intimes du roi
- L'élite techno-caidale: constituée du cercle des technocrates et grands commis de l'état
- Les opérateurs: constituent le cercle intermédiaire des responsables opérationnels
- Le capital national: le cercle des grands capitalistes, hommes d'affaires influents
- L'opposition de Sa Majesté: le cercle de l'élite dite d'opposition (USFP, Istiqlal)

a. Le 1er cercle royal: Il est constitué des intimes du roi et en particulier de ceux qui sont passés par le collège royal.

b. Le cercle des grands commis de l'état: Le sommet de la pyramide qui vient tout de suite après le 1er cercle royal est très restreint: une fourchette entre 200 et 400 personnes³¹ regroupant les principaux responsables au rang de directeurs centraux des grandes administrations civiles et leurs équivalents au niveau de l'armée, des services secrets. Cette fraction de l'élite, on l'a vu, est constituée de hauts responsables qui ne sont pas nommés en vertu d'une quelconque compétence mais d'abord et avant tout en fonction de leur proximité avec le roi, soit à titre personnel, soit de par leur insertion dans un réseau de pouvoir pouvant prétendre à parler au nom de...

Les critères de nomination n'ont guère changé et l'équation est restée identique: pas de mandat, pas de projet, pas de bilan, pas d'évaluation, pas d'épine dorsale. Les « faiseurs de nominés » sont toujours présents avec leurs listes: autrefois Azoulay, sous Hassan II, fut derrière nombre de nominations de technocrates importants, entre autres celles de Mourad Cherif, celles de Benhima, de Abouyyoub. Aujourd'hui, Mezyane semble être le « faiseur de listes » le plus écouté: les dernières nominations dans la haute fonction publique lui doivent beaucoup. À part ce changement de visages, la dimension structurelle des nominations des grands responsables est restée identique. La gestion par le système de ses ressources humaines n'est guère optimale, voire irrationnelle: les échecs ininterrompus d'un Benaïssa aux Affaires Étrangères, les déboires successifs d'un Benhima dans ses différentes affectations ne leur ont guère interdit d'être repêchés par le pouvoir. À contrario, d'autres qui n'ont pas démérité, se sont vus brusquement débarqués là aussi sans explication: Terrab à l'ANRT, Ben Abderrazik à l'Agriculture. En réalité un tel système ne paraît irrationnel que si on plaque sur lui des catégories d'objectifs rationnels de développement, de performance mesurable, de bilan objectif, de démocratisation, de diversification des élites. Par contre, si on replace son fonctionnement par rapport à sa véritable finalité qui est de durer, à n'importe quel prix et quel qu'en fut le coût pour le pays, alors même ses apparents dysfonctionnements répondent à une logique interne robuste: privilégier les éléments les plus dociles, les plus apprivoisés, les plus invertébrés, sans états d'âme ni convictions mais aptes à satisfaire un seul objectif: la non-action, c'est-à-dire

la gestion du statu quo qui est le véritable non-dit du système. Tenir et maintenir, point. Là où le bat blesse, c'est que comme le rappelait Lampedusa, même pour ne rien changer, il faut changer un peu ou donner l'illusion (crédible) du changement. Or même cette capacité à jouer de cette marge de manœuvre, si infime soit-elle, semble s'être considérablement rétrécie.

Théâtre d'ombres et jeu d'apparences caractérisent ainsi le processus de nomination des hauts dirigeants. Des individus sont nommés: pour faire quoi ? Pour dire quoi ? Sur la base de quels critères ? Toutes ces questions de fond ne sont même pas posées et sont proprement évacuées. Le cycle des nominations est alors un peu à l'image du « boom/bust » du cycle du business: attention /gesticulation/excitation/nomination/occupation/éviction... et le cycle recommence. Des hauts responsables passent ainsi du Capitole à la Roche Tarpéienne sans un mot, sans explication, sans bilan. Sans critères d'évaluation. D'autres sont promus et, tels des phénix rebondissent d'échec en échec sur fond d'impunité totale. Entre temps, il ne s'est rien passé ou si peu. L'heureuse impétrant a occupé le terrain, a fait ce qu'il a pu, sans guère de mandat identifiable sinon celui de ne pas faire de vagues. Dans l'intervalle, tels les empires Incas qui se nourrissaient de vagues sacrificielles, le système a consommé d'autres ressources humaines, et surtout gagné du temps, 6 mois, 1 an, 2 ans... De sorte que, vu le manque d'horizons, le déficit de vision et la pénurie d'inspiration, la seule gestion possible devient la gestion des promesses (éternellement réitérées) et l'administration des illusions (interminablement resservies) sur fond de survie à court terme.

Plusieurs réseaux de pouvoir existent qui constituent pour leurs membres autant de dispositifs de promotion de carrière. On peut citer aujourd'hui:

- Le réseau Mezyane
- Le réseau Azoulay
- Le réseau Mourad Cherif

Ces réseaux, souvent constitués d'affidés rassemblés autour d'un homme-lige dans une relation de vassalité quai-féodale, n'ont aucune espèce de consistance idéologique, encore moins de projet stratégique à long

terme. Ils sont des pompes aspirantes de carrière, qui, à l'usage, se sont révélées même peu utiles pour le pouvoir lorsqu'il s'agit de tenir réellement le pays.

Vu ce mode de constitution (nomination arbitraires, sans projet, sans mandat ni bilan, prime à la docilité et à la soumission), cette élite est profondément précarisée, atomisée, sans guère de coordination interne: sans capacité intellectuelle novatrice, disposant de peu de possibilités de reclassement professionnel (vu la taille du marché marocain du travail et l'absence d'institutions de repêchage telles que think tank, CES), elle souffre d'une profonde insécurité psychologique aggravée par la pratique quotidienne schizophrénique évoquée ci-dessus. En contrepartie, ce segment trié sur le volet a peu de comptes à rendre, dispose d'une impunité quasi-totale et ne démissionne jamais.³²

c. Le cercle des responsables opérationnels: Une deuxième couche de responsables moins élevés hiérarchiquement mais font tourner la machine économique: du rang de responsables de services, de techniciens supérieurs, ce sont les « opérateurs de la salle des machines », ceux qui assurent le fonctionnement du pays au quotidien. Ces soutiers invisibles constituent cette fraction d'élite qui recoupe en partie ce qu'on pourrait appeler la fantomatique « classe moyenne » que tous les experts en développement appellent de leurs vœux sans pouvoir mettre la main dessus. Mais ne disposant pas de proximité avec les pouvoirs royaux, issus d'écoles moins prestigieuses, ils se voient écartés d'un système élitiste extrêmement malthusien et non diversifié. De ce fait, ils n'ont guère de chance, sauf occurrence strictement personnelle, de pouvoir accéder au cercle des décideurs.

d. Le cercle du capitalisme dit national: L'élite économique, qui regroupe le secteur marchand privé, existe, mais elle n'a guère d'autonomie par rapport au pouvoir. Il faut en réalité bien chercher pour identifier un capitalisme dit national. Quelques grands capitalistes existent mais qui n'ont pas assez de consistance ou d'ambition pour constituer une classe sociale pour soi. On peut citer les:

- Amhal
- Benjelloun

- Moulay Messaoud
- Akhanouch

Mais pratiquement tous se développent de manière dépendante, subordonnée voire symbiotique avec l'état tel qu'il est représenté par le premier cercle de pouvoir. Malgré les chicaneries occasionnelles qui sont autant de conflits internes entre fractions de l'élite dominante.

« Le Rapport sur le cinquantenaire est explicite sur le rôle du secteur privé. Il y est écrit en substance que les capitalistes marocains ont failli à leur mission de développement. Le verdict est, bien entendu, cautionné par le Palais. Voyons du côté du gouvernement, maintenant. Un jeune ministre, très apprécié dans les milieux d'affaires, n'a pas hésité à me confier en aparté que nous manquons de secteur privé. "Au moment critique des privatisations ou des montages pour les projets structurants, le capital national fait défaut", arguait-il. Voilà qui devrait déplaire à nos capitalistes qui estiment, eux, avoir fait ce qu'il fallait pour recruter, développer et accroître la puissance marchande du pays. Pour se défendre, ils répliquent qu'on a le secteur privé qu'on mérite. Construit sur fond de compromis, à la fois familiaux et politiques, le capitalisme national a évolué dans l'antichambre du pouvoir. Il progresse quand celui-ci le lui permet et stagne pendant les périodes de flottement où le pouvoir semble se chercher... Messieurs, vous avez tous échoué et il est temps de vous reprendre en laissant vos querelles de côté. »³³

Ces derniers temps les tiraillements entre ces fractions sont devenus plus visibles sinon plus audibles. Ainsi l'affaire Chamî qui a défrayé la chronique pendant l'été 2005 a montré les velléités de remise en cause de la gouvernance du 1er cercle royal par une fraction du capital dit national.

e. L'élite dite d'opposition: Une autre segment de l'élite à considérer est celui formé par les intellectuels et technocrates issus des partis d'opposition: USFP et Istiqlal.

La dite opposition a cogéré le pays et en est co-responsable. Au niveau intermédiaire, des secteurs entiers comme la Santé et l'Education Nationale ont été co-gérés par des syndicats depuis des décennies. Au niveau supérieur, les grands technocrates de l'USFP ont participé à de nombreux gouvernements sans d'ailleurs imprimer aucune marque particulière. L'USFP a toujours su placer ses hommes aux niveaux les plus élevés: Habib El Malki, fut plusieurs fois ministre, de même pour Oualalou, actuel ministre des Finances. Gahs, ancien rédacteur en chef du journal du parti Libération, est devenu ministre de la Jeunesse et des Sports et par la même occasion chantre ultra-royaliste. Radi, a été président du parlement, a vu sa fille nommée attaché culturel à l'ambassade du Maroc à Paris. De même pour l'Istiqlal: Douiri est ministre du tourisme tandis que Ghellab est ministre de l'Équipement et des Transports. Abbas el Fassi, ministre d'état, a réussi à placer sa progéniture avec Majidi patron de l'ONA.

Historiquement la co-gestion du pays avec le système makhzenien remonte dès les années Hassan II. Un gouvernement dit de « l'alternance » octroyé par la volonté royale à la dite opposition en la personne de Abderrahmane Youssoufi, SG de l'USFP en 1998. Au bout de quatre ans, l'échec fut patent. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, ce gouvernement échoua aussi bien à délivrer des résultats concrets qu'à impulser des dynamiques. Auto-censure ou calcul, peu importe. N'utilisant même pas les marges de manœuvre à sa disposition, il ne sut guère tirer profit de la division du travail de facto que le dispositif institutionnel lui réservait: à savoir la gestion des affaires économiques et sociales contre les domaines de souveraineté dévolus au palais (Affaires Étrangères Intérieur, Justice). Focalisant sur des effets d'annonce, il se révéla même incapable d'aller jusqu'au bout de projets sociaux emblématiques tels que la couverture sociale ou le statut de la femme. Celui-ci est abandonné en 2000 sans même être présenté au conseil des ministres Saïd Sadi, le promoteur du plan pour l'insertion de la femme dans le développement et Khalid Alioua en charge de projets sociaux sont renvoyés du gouvernement. On a parlé à ce propos du paradoxe de Lampedusa, « la formule de l'équilibre ne changeant pas, même si ses constituants se modifient, parfois remarquablement ». ³⁴ Au niveau

économique, le gouvernement d'alternance reprit à son compte la vulgate néo-libérale et l'orthodoxie budgétaire qu'il intériorisa sans état d'âme. Une bonne partie de son énergie consista à préparer les élections³⁵ comme si celles-ci constituaient le moteur essentiel du changement au Maroc.

II. L'Analyse: Performance économique et pratiques de gouvernance: le rendement des élites dirigeantes au Maroc

Une fois le phénomène décrit, reste à l'expliquer. Quelles sont les « causes de l'ankylose », pour reprendre l'expression de Liauzu? Pourquoi un tel gâchis? Pourquoi une telle contre-performance économique? Qu'est ce qui permet d'expliquer ce déplorable bilan? Car tous ces indicateurs ne sont finalement que des manifestations, des symptômes qu'il faut analyser. A qui et à quoi les imputer ?

Il serait naïf d'assumer que l'économie se réduit à une suite d'évènements naturels de l'ordre de la foudre, de l'orage ou des inondations sur lesquels l'être humain n'a guère de prise. Il serait facile d'évoquer un déterminisme, la fatalité de la culture, l'âme orientale, les pesanteurs de l'héritage, la tradition, le mal marocain, la faute à pas de chance. Sinon à vouloir exonérer les élites, les responsables, l'exécutif au sens large dans une vaine tentative de les dégager de toute responsabilité.

Bref, il faut faire retour à des hommes, à un système, à un dispositif de gouvernance, à des politiques économiques plus ou moins pertinentes portées et mises en œuvre par des dirigeants plus ou moins adéquats. Sauf à penser que le monde est régi par des forces mystérieuses, il n'est pas extravagant de penser que l'état de l'économie marocaine a quelque rapport avec les décisions (et non-décisions) des décideurs économiques au pouvoir. Bref avec la « qualité » de la classe dirigeante. Il faut donc bien se résoudre à faire le lien. Entre les hommes et leurs oeuvres. Entre les dirigeants et leurs actes volontaires ou pas. Car même sans être omniscients, même dans une logique d'information imparfaite au sens de Herbert Simon,

il y a place pour une relation sinon causale du moins d'imputation et de responsabilité. Même si celle-ci n'apparaît pas toujours visible, manifeste, transparente: il faut alors la retrouver, obscure et opaque voire dissimulée à travers les traductions opérationnelles sinueuses et enchevêtrées que constituent les chaînes de décision collectives, les médiations individuelles, les relais sociaux, sans oublier le mouvement des idées aussi. D'où l'importance de (re) saisir la qualité de ces gouvernances à travers les fonctionnements concrets des dirigeants et décideurs au quotidien. Car c'est dans les pratiques de gouvernance et les modes de conduite opérationnels des affaires économiques que l'on peut trouver les raisons de la contre-performance économique du Maroc. As travers les *modus operandi* de leur domination. Tels qu'on peut les reconstituer par des faits « stylisés ».

A travers ses fonctionnements, il s'agit donc de mettre à jour le rendement des élites dirigeantes qui explique entre autres la performance de la machine économique marocaine. C'est toute la chaîne d'évènements et de décisions dont cette élite est acteur principal et partie prenante qui constitue l'input de la gestion économique du pays. Même s'il est difficile de l'ignorer, l'approche idéale serait de faire abstraction, de mettre entre parenthèses la nature du régime politique (ou, ce qui revient au pareil, donc de la considérer comme un donné) pour mesurer, toutes choses étant égales par ailleurs, la performance « technique » de la structure dirigeante responsable de la conduite des affaires économiques: input/output. Performance qui passe par la mesure d'une batterie de médiations et d'indicateurs, car bien entendu, on ne peut jamais saisir les structures directement. C'est dans cette cuisine que s'élabore, pour le meilleur et pour le pire, la politique économique du pays. Et non pas dans le ciel éthéré des grandes idées.

Le marché des idées économiques au Maroc

On ne peut pas faire l'économie d'un détour par le mouvement des idées. L'économie commence aujourd'hui à redécouvrir l'importance des idées, du savoir, de l'information³⁶ (dont la technologie et l'innovation ne sont que des exemples particuliers) dans le développement économique. L'importation de biens matériels a souvent occulté cette vérité

empirique bien établie: « certaines nations sont pauvres parce que leurs citoyens n'ont pas accès aux idées au moyen desquelles les nations industrialisées produisent de la valeur économique ». Les idées sont un enjeu très concret: toute l'épistémologie moderne montre le caractère construit du monde, on a besoin de concepts, de grilles de lecture, de livres pour voir le monde et donc agir sur lui.

Le problème des idées, c'est qu'elles peuvent être fausses. L'exemple d'une fausse bonne idée c'est la focalisation excessive sur l'accumulation physique de capital comme déterminant de la croissance, focalisation issue d'une application irréfléchie et erronée du schéma de Harrod-Domar validé aux pays industrialisés. Malgré tous les retours d'expériences, malgré toutes les observations empiriques, malgré toute l'argumentation analytique qui ont historiquement invalidé cette approche mono..., on constate encore qu'en 2005 les décideurs au Maroc (ainsi que la presse dans leur sillage), passent leur temps à comptabiliser religieusement le montant des IDE ou à s'extasier sur tel ou tel investissement étranger spectaculaire. Sans même penser à s'interroger sur le coût-bénéfice dans le temps d'une telle opération. Autre question classique dont on voit les ravages ici et ailleurs: quid du choix de technologies hautement capitalistiques dans divers secteurs () alors que des technologies plus frugales, plus appropriées auraient permis de résorber une partie de la main d'œuvre pléthorique du pays? Ainsi aujourd'hui des pratiques économiques erronées continuent à être poursuivies alors que les référentiels théoriques qui les inspirent ont largement échoué, invalidées aussi bien par l'analyse rigoureuse que par l'épreuve empirique.

Absence de centres autochtones de production du savoir

L'université marocaine a disparu des écrans radar en tant que producteur de savoir: faute de moyens matériels, de stratégie intellectuelle et politique, elle a sombré pour devenir un immense parking en champ clos. Invertébrée, déstructurée, elle n'est pas en mesure de disposer de la moindre autonomie intellectuelle qui lui aurait permis de se penser par rapport au pouvoir et à la société. L'université marocaine n'a pas pu développer un équivalent même minime du CEPAL et de la recherche économique engagée en

Amérique Latine Quant aux écoles de formation, tant techniques (Ecole Hassania des TP, INSEA...) que commerciales (INSEG...), elles se sont réduites à un savoir strictement utilitariste, sans distance ni recul.

Les associations et think tanks qui ont émergé depuis quelques années sont restées bien timides. Certaines assez anciennes (association du Bouregreg) ronronnent depuis des années. Malgré des tentatives de débat stimulantes, (mise en cause de la compensation des produits alimentaires de base), la Fondation Abderrahim Bouabid reste frileuse, dans le sillage d'un tiers-mondisme reconverti. La fondation Alternatives³⁷ ne produit guère de recherche rigoureuse se contentant, comme les autres, de recycler des thématiques dans l'air du temps souvent importées brutes de France. C'est pourquoi on peut voir fleurir périodiquement avec un léger décalage dans le temps tous les thèmes et concepts à la mode qui ont sévi dans la zone parisienne: « entreprise citoyenne », « société civile », « la gauche », « le fascisme vert », « l'alternance », « nouveau modèle économique », « écologie » etc. D'autres entités sont souvent des coquilles vides (IMRI), qui essaient de se prévaloir, par une certaine contiguïté symbolique, de l'aura d'institutions internationales (IFRI). D'autres tels Calame (de JP Guigou, soutenue par la CDG), sont des OVNI dont les tenants et aboutissants restent obscurs. D'autres encore, comme les ONG de pouvoir sont des rassemblements hétéroclites où l'on reconnaît les mêmes figures: Othman Benjelloun, Abdessalam Ahizoune etc. Ainsi en septembre 2005 on apprit au hasard d'un communiqué l'existence d'un « think-thank maroco-français », sorte de cellule de réflexion sur l'investissement, coiffée par Mustapha Bakouri, directeur général de la CDG et Jean-René Fourtou, PDG de Vivendi, et constituée d'hommes d'affaires français et marocains. A un autre niveau, les fondations allemandes (Fondation Friedrich Ebert Stiftung...) apportent un supplément d'âme (et de financement) à une scène désertique où l'existence de think tanks structurés, en prise sur la dynamique du pays, reste largement aléatoire.

Le patronat marocain, à travers son organisation, la CGEM, qui dispose de commissions, d'un site web aurait commis quelques études et brochures (en particulier sur la gouvernance d'entreprise), pleines

de déclarations d'intention et de généralités de bon aloi mais sans guère de consistance analytique et opérationnelle. En tout état de cause, leur impact, si tant qu'il y en ait un, semble à l'extérieur largement inaudible.

Les associations d'économistes, dont l'un des membres (Oualaou), lui aussi dignitaire de l'USFP, est actuellement ministre des finances, ne font guère parler d'elles sinon lors de grandes messes médiatiques comme la récent Congrès International des Economistes à Marrakech. Leur production, si elle existe, semble être confidentielle et en tout cas guère mieux lotie qu'une recherche globalement sinistrée. Facteur aggravant, pour beaucoup d'économistes (mais aussi pour une bonne part de l'élite marocaine), l'absence de maîtrise de l'anglais, langue internationale de recherche, les relègue au rang d'appendices d'une recherche français elle même en crise . Au plan public, cette mouvance qui fut longtemps le pré carré de l'USFP, combine aujourd'hui une double rhétorique, celle des rescapés d'un tiers-mondisme échoué et celle de zélotes reconvertis au néo-libéralisme qui s'adaptent, sans complexe et sans recul, à l'air du temps et aux rapports de force mondiaux . A défaut de recherche, restent les opérations de com' telle celle entreprise avec Jean-Paul Fitoussi.

« L'Association Internationale des Sciences de l'économie (Aise) a tenu son 14ème congrès à Marrakech, du 29 août au 2 septembre. Fathallah Oualalou a tout fait pour que cette édition se tienne au Maroc. Il a réussi son coup. Il a également conseillé à son collègue Habib Al Malki, en charge de l'éducation nationale, d'associer cette prestigieuse instance à la réforme universitaire, ce qui est, en soi, une très bonne chose. »³⁸

On retrouve ici un syndrome de « l'intelligence dévoyée » voire schizophrène: comment des gens intelligents et auteurs d'analyses décapantes lorsqu'il s'agit de leur propre pays, en viennent à bégayer et à bredouiller des choses indigentes voire complaisantes lorsqu'il s'agit du Maroc. A la question, « Pourquoi avoir choisi le Maroc comme lieu de rencontre du 14e Congrès? », voilà la réponse de JP Fitoussi:

« C'est le fruit du hasard et aussi de connaissances. Un choix que l'on ne regrette pas aujourd'hui. D'abord, c'est un beau pays malgré la chaleur. Du reste, c'est un pays prometteur en ce qui concerne le développement de la démocratie sociale du marché. Les réformes entamées ou celles encore en cours vont dans ce sens et le Maroc pourrait devenir un pays modèle dans la région. »³⁹

On est gêné de lire des propos aussi légers, une argumentation aussi mince sur un sujet aussi grave de la part d'un auteur articulé, capable par ailleurs d'être extrêmement lucide s'agissant de son propre pays.

« Le concept de réforme est aujourd'hui perçu par les Français comme négatif, car il est présenté comme l'acceptation de sacrifices nécessaires dans le présent pour un meilleur avenir. Le hic, c'est que ce discours existe depuis vingt ans: les Français ont donc l'impression de participer au sacrifice, mais de ne jamais en récolter les fruits. Le résultat, c'est qu'ils ne veulent plus entendre parler de réformes, qu'elles soient bonnes ou mauvaises. Cela complique la tâche du gouvernement, auquel on demande des résultats immédiats. »⁴⁰

La lucidité et l'intelligence de la situation s'arrêterait-elle aux frontières hexagonales ? Un tel discours sans concession ne pourrait-il pas s'appliquer, mutatis mutandis, à la situation au Maroc ? Ou pense-t-on que les Marocains ne sont pas capables d'encaisser le principe de réalité ? Ce qui serait verser dans une sorte d'amabilité paternaliste, condescendante et in fine désobligeante par ce qu'elle suppose de fragilité chez l'interlocuteur. L'amitié commanderait plutôt la franchise et la vérité qui est la véritable marque de respect et d'égalité. Dans ce genre d'exercice auto-congratulation habituel chez les « amis du Maroc » (qui sont en réalité les amis des élites en place), on peut d'ailleurs s'interroger pour savoir qui est, in fine, dupe de qui.

Le Haut Commissariat au Plan de Lahlimi ancien ministre du gouvernement d'alternance socialiste de Yousfi, planche sur les résultats démographiques et socioéconomiques du recensement général de la population et de l'habitat, censées servir de base aux politiques sectorielles.

« Le Maroc a pu, grâce à la maîtrise de modèles économétriques, être en mesure d'élaborer d'une façon rigoureuse des scénarios d'évolution macroéconomiques ou sectoriels à long, moyen et court termes, a-t-il précisé ajoutant que grâce à ces avancées, le Royaume "sera l'un des rares pays de même dimension, en mesure de publier, dès 2006, les comptes de la Nation, pour les années allant de 1998 à 2005, sur la base du dernier système de comptabilité nationale des Nations unies".

D'ailleurs, les conclusions positives des évaluations des experts du FMI et l'admission du Maroc dans la Norme spéciale de diffusion des données sont venues sanctionner positivement ces performances, a-t-il conclu. »⁴¹

Comme on le voit, seul « l'amen » véhiculé par le regard extérieur, celui des institutions internationales, semble compter et seul ce satisfecit permet de valider cette « performance », ce qui encore une fois, est révélateur du niveau d'autonomie et d'ambition de nombre de responsables. Sans parler du fait que nombre d'observateurs y subodoraient plus un dispositif de manœuvre pour politicien en attente d'un rappel qu'une entité véritablement scientifique établie dans la durée.

Les instituts d'entreprise (OCP, CDG) oscillent entre des séminaires très techniques et des rencontres mondaines où des conférenciers branchés viennent exposer aux populations locales les derniers concepts à la mode outre méditerranée. Le seul hic étant que ces concepts importés bruts de décoffrage restent sans prise effective sur le contexte car la brillance rhétorique n'embraye pas automatiquement sur le réel.

Les conseillers royaux sont censés avoir une réflexion intellectuelle mais on ne peut que le subodorer vu l'absence de traces écrites consistantes. Le pilotage de la réforme de l'éducation (COSEF) par Belfqih Mezyane semble être une des rares interventions publiques de ces conseillers même si là aussi les résultats ne semblent guère probants. Le 50ème anniversaire fut l'occasion de concocter un rapport synthétique convenu et expurgé de tout élément discordant à partir d'un ensemble de contributions individuelles disparates et hétéroclites

Les instituts de sondage, tels Léger & Léger, sont un phénomène intéressant dans la mesure où l'habitude de demander aux gens ce qu'ils pensent, peut constituer une rupture culturelle fondamentale.

Le CNJA, dirigé pendant des années par Habib el Malki, dignitaire de l'USFP, plusieurs fois ministre. Il constitue un exemple emblématique de ces entités sans résultat, sans bilan, sans évaluation qui ont perduré pendant plus d'une décennie sur le budget de l'état et qui disparaissent un beau jour sans crier gare.

Disparition des sciences sociales

La fermeture de l'Institut de Sociologie dans les années 70 (où s'étaient illustrés de grands noms tels Pascon) ...fut un coup dont le mouvement des idées au Maroc ne s'est jamais remis. Malgré la parution épisodique de quelques recherches éparses en sociologie, dans le sillage de khatibi,⁴² le paysage de la recherche reste désespérément atone. La nature ayant horreur du vide, on peut sans doute dater de ce moment-là l'évacuation de toute dimension analytique et critique de la formation académique qui aura préparé le terrain intellectuel à la prise de pouvoir des islamistes dans les universités marocaines.

On peut même avancer que le Maroc a connu la montée d'un double discours intégriste: celui de l'islamisme et celui des technocrates. Alors même que le management et de l'économie sont d'abord et avant tout des sciences sociales pour l'action, leurs concepts ont été gauchis, pervertis, instrumentalisés dans un sens mécaniste.⁴³ D'où un contre-sens phénoménal lorsqu'on assimile les concepts de l'économie à des mécanismes techniques alors qu'ils sont des cristallisations temporaires de phénomènes de nature psychosociale.

Absence de capitalisation des expériences locales

S'il existe de nombreuses expériences locales intéressantes en termes de gestion, de management et d'organisation sociale, très peu d'entre elles font l'objet de témoignages écrits, encore moins parviennent au stade de l'écriture et de la formalisation, pratiquement aucune n'est publiée au niveau national. Les raisons en sont multiples: tradition orale, culture du secret, déni des conflits, crainte de froisser, fantasme de retour au

pouvoir, désir sur fond d'œcuménisme et d'unanimité qui nivellent et rabaissent toute personnalité qui sort un peu de l'ordinaire. Au final, les expériences locales sont ignorées, marginalisées renforçant encore un peu plus la fascination du syndrome de l'IVA (« idée venue d'ailleurs »).

Le CRD a constitué une tentative intéressante (mais sans lendemain) de créer un espace de débat de réunir des chefs d'entreprise et hauts fonctionnaires afin de discuter entre eux de leurs expériences: mais ni l'investissement intellectuel ni l'intendance n'ont suivi. Outre l'absence de financement autonome, il faut aussi retenir de cette expérience avortée le manque d'indépendance d'une certaine élite et son incapacité à s'autoriser librement même dans des espaces protégés et a priori sans enjeux de pouvoir. Le résultat est clair: peu d'idées localement créées, éprouvées et théorisées circulent. D'où le barrage répressif à toute élaboration d'un savoir endogène.

Il existe de nombreuses entreprises intellectuelles, faites par des sociologues, des anthropologues, qui cherchent, loin de toute idéologie, à éclairer factuellement et analytiquement la complexité marocaine de manière à pouvoir construire repères et perspectives. Mais souvent menées au niveau individuel, sans traduction médiatique,⁴⁴ sans connections à l'action, elles restent « invisibles » comme des îlots séparés qui ne communiquent pas et qui donc, ne parviennent donc pas à constituer une masse critique. Bref, chacun dans son coin: des hommes d'action agissent et font montre de pratiques souvent stimulantes mais sans pouvoir atteindre le niveau de réflexion et de formalisation suffisant. Alors que par ailleurs des hommes d'idées cogitent, recherchent sans pouvoir déboucher sur l'action.

Faiblesses institutionnelles

Beaucoup d'innovations gestionnaires, managériales sont d'abord et avant tout le fait de fortes personnalités, d'individus dotés de leadership, voire d'outsiders capable de mobiliser et d'entraîner les autres par l'exemple. Mais cette force s'accompagne d'une faiblesse qui réside souvent dans le manque d'institutionnalisation de l'expérience: dès que la personne quitte, la configuration constructive mise en

place tend à s'effondrer soit d'elle même (par manque de relais) soit le plus souvent liquidée par le successeur qui a tendance à mettre un point d'honneur à faire table rase de tous les acquis patiemment construits, à commencer par les hommes et les équipes précédentes. Ce qui évidemment contribue à bloquer toute tentative d'accumulation du savoir et à enrayer toute dynamique de capitalisation de l'expérience.

Prégnance des organisations internationales

Banque Mondiale, SFI, Union Européenne, etc... sont en contact permanent avec les hauts fonctionnaires des ministères dans la conception et le suivi des multiples programmes de coopération que le pays entretient. Ce sont des vecteurs d'idées ayant un impact certain même si malheureusement, ils ne véhiculent qu'un seul kit, celui de la vulgate économique néo-libérale avec une fâcheuse tendance à réduire l'économie à une technologie magique et dogmatique faite de recettes et de dogmes universels. Résultat, un placage mécanique de concepts importés et appliqués de manière mécanique, et jamais passé au crible de la critique et de l'expérience

Dominance des consultants internationaux

La primauté des consultants internationaux est visible au niveau de pratiquement tous les contrats d'envergure. Même si certains s'associent à de petits cabinets locaux pour sous-traiter certaines opérations pratiques ou manuelles, ils tiennent le haut du pavé pour des raisons sociologiques plus qu'en vertu d'une suprématie intellectuelle quelconque. Peuplés en grande majorité d'intervenants issus des grandes écoles d'ingénieurs (ou de commerce), ils sont en amont omniprésents dans les réseaux élitaires (grandes écoles, anciens de la Mission Française) et en aval, ils retrouvent des profils isomorphes avec lesquels ils partagent les mêmes habitus et les mêmes codes socio-culturels leur permettant de développer des affinités sociales facilement repérables. Alors que leur travail lui même présente d'importantes carences méthodologiques et professionnelles (rhétorique de la preuve et prééminence du copier-coller, savoir livré clé en main), leur présence dans les allées du pouvoir leur confère une sorte d'accès privilégié aux décideurs. Depuis des années, le Maroc est un terrain privilégié pour ces entreprises commerciales aux fondements

scientifiques incertains⁴⁵ que constituent les grands cabinets internationaux. Ainsi depuis 2004, par exemple, le cabinet Mc Kinsey a élaboré une importante étude sur la stratégie industrielle du Maroc. Signe de la dépendance intellectuelle totale vis à vis des centres de pouvoir internationaux, cette étude a occupé toute la scène médiatique et politique depuis plus d'une année sans que par ailleurs aucun chercheur n'ait essayé d'en fournir une déconstruction pertinente interne ne serait-ce qu'au niveau de l'armature conceptuelle (puisqu'au jour d'aujourd'hui, aucune traduction opérationnelle n'a encore vu le jour...).

Le consultant étranger prête un semblant d'ordre et de rationalité, donne du crédit à une réalité chaotique et politique, le client-état reçoit un cadrage de légitimation de la situation qui dit en quelque sorte: "si mauvaise soit-elle, la situation reste étudiable, développable, réformable... à certaines conditions, cela reste jouable..." La consultance est une sorte d'assurance et de réassurance épistémologique et politique à bon compte. On retrouve une variante du jeu de dupes pratiqué par des élites en mal de légitimation et des instances internationales en mal de débouchés financiers et intellectuels pour leur production: « vous faites semblant de... nous prendre comme objet d'analyse sérieux et crédible... on fait semblant de... d'être sur la même longueur d'ondes et d'appliquer vos recommandations ». A malin, malin et demi...

Si le Maroc est sur-commentarisé, il reste sous-analysé et peu conceptualisé. Au terme de ce tour d'horizon du paysage des idées, on perçoit comment les élites sont mal préparées à affronter intellectuellement un monde beaucoup plus complexe que celui issu de la guerre froide. Ironiquement et de manière quelque peu parallèle, le défaut de développement économique matériel s'est doublé⁴⁶ d'un défaut de production intellectuelle d'où l'absence criante et cruelle d'un système d'interprétation robuste qui soit à la hauteur des enjeux et des problèmes du pays.

Formalisme légal et fétichisation du droit

La production de lois et de règlements suit la même démarche, improvisée, mimétique, sans guère souci de cohérence interne ou d'applicabilité réelle. Les

décideurs marocains sont littéralement scotchés sur la scène hexagonale et les emprunts à la scène politique, juridique et économique française foisonnent. Aucune évaluation ne précède la réglementation et l'on se contente d'empiler des lois les unes sur les autres à seule fin d'obtenir le satisfecit de ceux qui comptent dans tous les sens du terme: les instances internationales. Elles se succèdent alors à une cadence effrénée comme une litanie rituelle, qui sont autant de pommade sur une jambe de bois dès lors qu'on ne perçoit guère une volonté politique de les faire appliquer. Ce qui conduit à un cynisme des fonctionnaires et à une démoralisation des citoyens qui n'y croient plus. De sorte qu'à la fin, les positifs économiques, juridiques ressemblent à un gigantesque bric-à-brac, amas d'idées hétéroclites, de notions disparates, de thèmes dépareillés qui ne renvoient même pas à une pensée unique mais à une pensée en miettes.

Prenons deux exemples précis.

La loi de 1996 sur la Société Anonyme,⁴⁷ qui encadre juridiquement la gouvernance d'entreprise au Maroc, n'est en réalité qu'une copie conforme de la loi française de 1966 magistralement décortiquée par Peyrelevade.⁴⁸ Elle fut promulguée à l'époque de l'opération dite d'« assainissement »⁴⁹ lancée par Basri, ex-ministre de l'intérieur, figure de proue de l'ancien régime hassanien. On retrouve à l'occasion de cette loi d'abord une constante: le Maroc aime le droit.⁵⁰ Création de commissions et de comités, textes en discussion et organigrammes en préparation font la une des journaux à longueur de colonnes. La production de lois, décrets, circulaires est un sport national qui ravit nombre d'amateurs de la chose juridique. Même si l'application tarde et que l'intendance ne suit pas.

La nouvelle loi ne fait pas exception à cette règle. La nouvelle architecture conçue pour organiser la séparation des pouvoirs et la « dualité institutionnelle » en mettant fin à la confusion des fonctions (directoire + conseil de surveillance) est passée largement inaperçue du monde réel. Sans surprise, elle est restée largement un vœu pieux sans guère d'applications pratiques. Les entreprises qui y ont souscrit se comptent sur les doigts de la main. Les seules avancées permises par ce texte ont été le commissariat aux comptes, la publication des comptes annuels et la régularité des actes sociaux

sans oublier la publicité de certaines opérations liées à la bourse (franchissement de seuil etc.).

Le code du travail du 8 juin 2004 constitue un autre exemple. Il fallu pas moins de 10 ans d'hésitations, de tergiversations, d'allers-retours, de manœuvres pour aboutir à ce code. Le résultat est pourtant ubuesque puisque ledit code, de l'avis de nombre de parties prenantes, est tout simplement inapplicable, mort-né. Ainsi à titre d'exemple, l'article 306 du code oblige l'entreprise de plus de 50 employés à disposer d'un médecin du travail à temps plein. Sur la base des données de la CNSS, il y aurait 3 000 entreprises qui seraient dans ce cas de figure. Entreprises qui pour la plupart n'ont pas un médecin du travail à plein temps. Rappelons que le Maroc compte à peine une centaine de médecins du travail et que, avec la meilleure volonté, il sera quasiment impossible à la majorité de ces entreprises de satisfaire à la loi. On voit ici poindre la perversité: les entreprises continueront à fonctionner dans l'illégalité de facto, mais avec une nouvelle épée de Damoclès qui pourrait être instrumentalisée contre elles à tout moment sous des prétextes les plus divers: rigueur à géométrie variable comme ce fut le cas durant la pseudo-campagne d'assainissement, règlements de compte personnels, bref une telle loi inapplicable constitue la porte ouverte à la tyrannie sous toutes ses formes. La même remarque s'applique au passage des 48 heures de travail hebdomadaires aux 44 heures. Cela pourra-t-il être respecté? Là encore, connaissant les duretés du marché du travail et la précarité de l'emploi, on peut légitimement s'interroger sur son applicabilité et son effectivité réelle. Alors pourquoi édicter des règles que l'on sait inapplicables?

« A quoi sert donc une loi si elle n'est pas applicable et si on ne la respecte pas et si elle ouvre la porte à l'arbitraire? »⁵¹

Derrière cette divinisation du droit, se cache le fantasme d'une société où toute décision (au sens de création, d'alternative entre solutions, arbitrage entre de des opinions divergentes) serait exclue.⁵² On retrouve là le mythe d'une société sans conflit⁵³ basée sur la confusion du de la légalité et de la légitimité: comme si le respect des procédures était, par lui-même, nécessaire et suffisant pour fonder la justesse d'une décision.⁵⁴

Une souveraineté économique sous contrôle international

Déjà frappante au niveau des idées, la dépendance est aussi présente au niveau des mécanismes de fonctionnement économiques. Depuis les années 80 et l'acceptation des diktats de l'ajustement structurel par l'élite dominante, les dernières décennies n'ont fait que conforter et confirmer le choix de la dépendance. Limitation de son action discrétionnaire, soustraction de la décision économique, l'état marocain abandonne progressivement les instruments de choix souverains. Cette abdication s'est faite en silence, sans débat, sans participation de ceux qui paient la facture de choix faits pour eux. Alors que d'autres choix étaient possibles, un pays tel que la Malaisie l'a prouvé.

La gestion de la politique économique dite nationale est « calée » sur l'occurrence périodique d'évaluations et de décisions d'instances internationales. Ainsi l'attention des élites est rythmée par la publication de quelques rapports ayant valeur de jugement dernier sur la politique économique suivie. A intervalles réguliers, on assiste à la sortie d'un rapport qui est devenu un rituel, qui tance, distribue bons et mauvais points et fait mine de s'alarmer. Communiqué de presse se succèdent, presse extasiée ou contrite (c'est selon le jugement et l'injonction), et le cycle est reparti. On retrouve ici le jeu de rôles bien rodés: vous faites semblant de nous admonester, on fait semblant de s'amender!

- Maroc 2030 HCP
- Rapport du PNUd sur le monde arabe
- Mc Kinsey
- World Economic Forum
- Rapport du FMI

La profusion de ces rapports ne saurait occulter 3 faiblesses fondamentales: ils sont, à peu de choses près identiques, interchangeable, monocolores, élitistes dans leurs conclusions et leurs recommandations. Avec un corollaire tragique: déconnectés de l'action et du mouvement réel de la société, ils ignorent le pays réel et n'embranchent pas sur la réalité.

L'adhésion à l'OMC, a des mécanismes jurisprudentiels, participe de ce phénomène de mise sous contrôle de la souveraineté du pays. Organismes

et agences supranationales que l'on veut faire passer pour des constitutions mondiales alors que l'ambiguïté de mandats, l'indétermination du pouvoir souverain, le manque de clarté sur le contrôle des juges, le manque de clarté sur les modalités d'interprétation etc frappe d'illégitimité de tels dispositifs. On retrouve ici un autre type de prégnance juridique ou l'on assiste à une substitution du droit à la politique.⁵⁵ Or, comme le rappelle Sapir,

« Le droit du commerce, comme tout droit, doit s'appuyer sur un ordre sous peine de devenir victime d'une autoréférence circulaire. Réduit à la simple légalité, le droit n'est que l'arme du fort contre le faible » (129) 131-141

Sans légitimité, le droit se réduit à des techniques. Pire: sans légitimité, un monde régi par un droit commercial mondial ne fait qu'entériner et sanctionner des rapports de force. Avec comme conséquence une souveraineté contrainte et restreinte.

Au final, cette dépendance vis-à-vis de l'étranger peut être instrumentalisée à un deuxième niveau. Dans ce sens elle permet aux élites dominantes de « théoriser » leur impuissance voire leur inexistence sous les justifications les plus diverses: les contraintes extérieures, la contrainte financière, la banque mondiale, le FMI, la sécheresse, les attentats terroristes, la guerre d'Irak, les criquets, la mauvaise foi des voisins, la hausse du pétrole, sinon même la mauvaise volonté congénitale du peuple⁵⁶ bref autant de leitmotivs bigarrés pour expliquer leur échec structurel, toujours la même antienne répétée ad nauseam: c'est la faute au monde extérieur!

La question nodale de l'état/makhzen

Ici encore il faut se méfier des mots car les appellations sont toutes incontrôlées et un état peut en cacher un autre. Il y a l'état officiel, le gouvernement officiel, les ministres officiels, les institutions officielles, l'architecture officielle: le parlement officiel, la justice officielle, les élections officielles, les partis officiels etc. Et puis derrière (ou en dessous sinon au dessus), il y a un état parallèle qu'on appelle makhzen pour des raisons historiques mais qui en réalité est un néo-makhzen qui tente de s'adapter à la nouvelle donne

tout en maintenant son obsession première et ultime: garder le pouvoir. A tout prix. Y compris le maintien d'un état inachevé voire inconstruit.

C'est pourquoi les couples binaires basés sur des oppositions idéologiques du genre privé/vs public, étatisme/vs libéralisme, interventionnisme/vs laissez-aller libéral ne sont guère opérants et guère éclairants. L'état ou ce qui en tient lieu, ce qui fait office d'état, est en réalité un quasi-état d'ordre privé: une nébuleuse d'intérêts contradictoires, enchevêtrés, emmêlés, imbriqués opaques. L'état est donc une entité éclatée dont il n'est pas facile d'identifier les dispositifs, contours, ses fonctionnements, ses mécanismes. L'état, dans ce sens, n'est pas une chose mais un système de relations de pouvoir entre élites ou plutôt fractions d'élites: avec une relation historiquement de dominance entre la fraction makhzénienne de l'élite et les autres fractions de l'élite qui lui sont aujourd'hui subordonnées, c'est-à-dire « makhzénisées » (capital national, technocratie, classe moyenne en voie de constitution). Le paradoxe étant que l'état qui résulte de ce pouvoir fort est un état en déshérence, embryonnaire, involuqué bloqué. Car ce pouvoir fort produit un état faible, un état bloqué, retenu, incapable d'impulser, de mettre en œuvre et d'accomplir les tâches historiques du développement économique et politique. Un état imparfait, incomplet, inachevé, fragmenté incapable d'exercer le moindre pouvoir d'arbitrage stratégique, un état sans vision d'ensemble. Sur-pouvoir et sous-autorité. Le paradoxe est de taille et même contre-intuitif, pourtant les faits sont là: l'état marocain n'est pas un état fort, mais un état faible voire mou et la meilleure preuve en est son caractère invertébré, son absence de projet stratégique à long terme, son manque de constance et de détermination dans la durée.

III. Recommandations d'action: Un réingéniering des élites

Dans le cadre de cette problématique pragmatique et orientée vers l'action, il ne serait guère pertinent de faire des propositions trop vastes et trop éloignées du domaine du possible. Un seul point sera mis en avant ici de manière minimaliste même si pour certains cela pourra paraître encore trop utopiste.

Puisque l'aboutissement de l'analyse a mis en évidence le caractère fragmenté à la fois des élites et de l'État, le remède proposé sera double:

- a. (re)construire l'État en renforçant son pouvoir stratégique d'influence et de cohérence
- b. recomposer les élites en les renouvelant, en les élargissant, en augmentant leur biodiversité sociologique et culturelle.

Ces deux vecteurs peuvent se traduire concrètement de manière très diverse:

- Créer une nouvelle école nationale de formation des cadres dirigeants
- Procéder à un véritable audit des ressources humaines dirigeantes
- Engager un processus d'évaluation et de sanction des performances professionnelles des hauts dirigeants publics
- Faire le ménage et écarter une bonne partie des « héritiers » qui constituent la partie la plus sclérosée de l'élite actuelle
- Élargir le recrutement des hauts fonctionnaires à d'autres écoles que les grandes écoles françaises
- Diversifier le recrutement vers d'autres régions que l'axe Casablanca/Rabat/Fes
- Faire un suivi statistique et volontariste des recrutements des dirigeants en privilégiant des origines sociales plus populaires que les traditionnelles grandes familles féodales et bourgeoises
- Promouvoir des creusets de réflexion socio-économique critiques et indépendants à même de contrecarrer les dogmes économiques néolibéraux dominants etc.

C'est ce double renforcement des acteurs du système de pouvoir qui permettra d'accroître les possibilités de formulation stratégique et les capacités opérationnelles de mise en œuvre. Il paraît paradoxal de vouloir renforcer un pouvoir qui a déjà toutes les apparences de la force: mais en réalité sa force bien réelle sous un certain angle coexiste avec une faiblesse en terme d'influences, d'idées, de mise en œuvre des réformes. L'État marocain est paradoxal: concentré, centralisé et autoritaire par certains côtés, il est en

même temps diffus, relache et laisser-faire par d'autres aspects. Quant aux élites, elles souffrent des mêmes travers symétriques: autoritaires et en même temps atomisées, lestées d'un capital scolaire prestigieux et en même temps incompetentes, elles ne font pas le « poids » au regard de la réalité, des problèmes et du pouvoir.

L'idée de base c'est qu'il y a du « slack » dans le système. En prenant ce pouvoir politique pour donné, fixe (du moins sur un horizon défini à terme), il serait possible d'en extraire un meilleur rendement technique et professionnel: ce pouvoir tel qu'il est (politiquement) devrait pouvoir exiger que sa « machine » d'exécution délivre plus: cela à condition de renouveler son personnel dirigeant, les médiateurs d'action que constituent ses élites dirigeantes, et cela sur fond de renforcement stratégique de sa propre cohérence interne. C'est cette recombinaison vertueuse par le haut sur la base d'une « professionnalisation » accrue des dirigeants que le roi lui-même devrait impulser et conduire. En vue d'aboutir à un État fort, volontariste et cohérent disposant à côté/en face de lui d'interlocuteurs/médiateurs eux aussi forts, consistants et conséquents. C'est cette nouvelle configuration « vertueuse » faite d'arrangements spécifiques entre l'État et les élites (d'affaires, de bureaucratie, de politique) qui peut réduire les coûts de transaction et promouvoir sinon le développement du moins la croissance que le Maroc attend depuis 50 ans.

Notes

¹ The Economist Intelligence Unit 2005, p. 36

² cf toute la réflexion de Crozier sur la réforme de l'état : « État modeste, état moderne »

³ Croissance annuelle moyenne du PIB per capita de 3,4% aux années 70, de 1,3% aux années 80, de 0,35% aux années 90, selon A. Maddison, *The World Economy : Historical Statistics*, Etude du Centre de développement de l'OCDE, Paris, 2003.

⁴ International Monetary Fund, Morocco: selected issues, IMF country report No 05/419, November 2005

⁵ Faut-il rappeler que le PNB per capita de la Corée ne dépassait pas 100 \$ en 1962 et qu'à l'époque, l'Asie, Japon compris, fut perçue à un moment comme « indéveloppable » !

⁶ Certaines sources évoquent le chiffre de 5,2% en 2003 et une moyenne de 4,6% pour la période 2001-2004 puis une recrudescence de 3,5% en 2004. Outre le manque de recul dans le temps pour apprécier la durabilité de ce rebond, on est toujours loin des 6%, chiffre magique à même de procurer, selon le FMI, de l'emploi

pour les 1,2 millions de chômeurs et faire passer les 5 millions de personnes au-dessus du seuil de pauvreté.

IRIS atlas 2006

⁷ comptabilité nationale

⁸ Au sens étroit, la croissance ne mesure que la production (des biens et services) alors que les transformations au sens large, englobant la notion de progrès, correspondent au développement. La croissance économique est l'augmentation de la quantité de richesses produites par une économie. En pratique, l'indicateur utilisé pour la mesurer est le PIB (produit intérieur brut) et le taux de croissance est le taux de variation du PIB. Le PIB réel ou en volume est la valeur du PIB nominal en ajustant des variations des prix, c'est-à-dire de l'inflation. En effet, l'observation du PIB nominal ne permet pas de deviner si la hausse de l'indicateur provient d'une hausse des prix, d'une hausse de la production ou de la combinaison des proportions des 2 variations. La variation entre deux années du PIB importe plus que sa valeur absolue, car son calcul, toutes choses étant égales, permet de moins fausser les grandeurs en jeu. Pour une critique de ces concepts voir: Viveret Patrick: Reconsidérer la richesse, L'Aube

⁹ La valeur ajoutée industrielle est constituée pour 38% de l'industrie chimique, pour 25% du textile & cuir, pour 13% de l'industrie mécanique et métallurgique et pour 3% de l'industrie électrique et électronique.

¹⁰ En termes sectoriels, cette faible augmentation est très dispersée si l'on considère la deuxième moitié de la décennie 80: si le secteur électrique & électronique a connu une hausse de 12%, celle du textile 6%, celle du secteur agroalimentaire ne dépasse pas 2,2% alors que celle des industries mécaniques et métallurgiques est franchement négative (-3%)

¹¹ FMI, Morocco :selected issues, op cit, pp.13-18 + Annexes I: dérivée de la fonction

¹² Evolution du coût de la main d'œuvre du secteur manufacturier au Maroc (1985-2000), Direction de la Politique Économique Générale, Division des Études et de l'Évaluation des Impacts, Ministère des Finances et de la Privatisation, novembre 2003

¹³ Celle-ci est définie officiellement comme la valeur ajoutée moyenne par employé et dépend de l'efficacité de la gestion, de l'intensité capitalistique du processus de production et plus globalement de la situation concurrentielle.

¹⁴ Note sur la composante en emploi de la croissance industrielle, p 6

¹⁵ Note sur la composante en emploi de la croissance industrielle, Direction de la Politique Économique Générale, Division des Études et de l'Évaluation des Impacts, Ministère des Finances et de la Privatisation, février 2002, p. 6

¹⁶ Krugman, op cit

¹⁷ Mustapha Nabli, économiste en chef, Banque mondiale Maroc : Compétitivité : expérience internationale récente et leçons pour le Maroc, Colloque « Mondialisation et barrières non tarifaires » 25 novembre 2005

¹⁸ Morocco , Country Report, August 2005, main report Economist Intelligence Unit, p. 24

¹⁹ Selon le HCP, la durée moyenne de chômage en zone urbaine est 42 mois et 1/3 des chômeurs l'a été pendant plus de 5 ans

²⁰ Avec plus des 2/3 provenant de l'industrie textile, 15% de la chimie, 10% de l'agro-alimentaire, 7% de l'industrie électrique & électronique et 4% de l'industrie mécanique et métallurgique.

²¹ IMF, Selected issues, op cit p.12

²² Sans compter que ces moyennes dissimulent des disparités importantes entre les zones irriguées du nord et hautes terres dépendantes des précipitations au sud. (op. cité p. 27)

²³ Morocco, Country Report, November 2003, Main Report, p. 28

²⁴ Pour référence, les chiffres comparables sont de 22,000 \$ en Espagne, et 50,000 \$ en France (op cit p. 28)

²⁵ conçu dans le sillage des théories de Amartya Sen. Voir

²⁶ Le Rapport mondial sur le développement humain 2005 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

²⁷ Institut des Statistiques de l'UNESCO

²⁸ un chiffre négatif montre que le rang IDH est inférieur au PIB/ha (PPA)

²⁹ un chiffre positif indique des meilleurs résultats en termes de pauvreté monétaire qu'en termes de pauvreté humaine

³⁰ A rapprocher du tirage de la presse francophone qui ne dépasserait pas 30 000 personnes

³¹ Les 100 de l'Express ou Jeune Afrique, sempiternelle liste des happy few du Maroc

³² Après les pires accidents industriels tels ceux de la Samir, de Kenitra, ... on n'a jamais vu aucun responsable présenter sa démission ou être démissionné.

³³ Tritki Khalid: Billet. Querelle stérile, Tel Quel

³⁴ Ferrié Jean-Noël : le jeu du roi et des partis, ou le nouvel avatar marocain du paradoxe de Lampedusa, Annuaire de l'Afrique du Nord, 2000-2001, CNRS Editions, p. 230

³⁵ Les dernières élections dites libres furent entachées par une participation médiocre. Sans oublier qu'élections ne riment pas nécessairement avec démocratie : « ...des élections ne suffisent pas pour apporter la démocratie au monde...pour réellement remplir leur mission, elles doivent s'inscrire dans une structure institutionnelle plus complexe que j'appelle l'ordre libéral avec l'autorité de la loi, une séparation des pouvoirs et en particulier un système judiciaire indépendant » Ralph Darhendorf : les élections ne suffisent pas, Les Echos , 21 novembre 2005

³⁶ Cf chez Crozier, la problématique moyens/ RH/ policy

³⁷ Notables cf tradedano l'économiste

³⁸ Tel Quel Economie globale. Quoi de neuf, Messieurs les experts ? No 189

³⁹ Badra Berrissoule, Des pistes pour rattraper les pays du Nord - Entretien avec Jean-Paul Fitoussi, secrétaire général de l'AISE, 5 Septembre 2005, *L'Economiste*

⁴⁰ INTERVIEW - "Les Français sont hostiles au CPE car déçus par trop de promesses" Pour Jean-Paul Fitoussi, président de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), l'hostilité envers le contrat première embauche (CPE) est le fruit d'un énième malentendu historique entre les Français et leurs gouvernants, qui ont perdu toute crédibilité. Courrier international - 16 mars 2006

⁴¹ INDH : le HCP élabore les cartographies nécessaires à la phase opérationnelle. Propos recueillis par Mohammed Réda Braim | MAP , 3 janvier 2006

⁴² Khatibi luimême a disparu dans une fuite esthétisante. Quant à un opuscule atterrant et indigent sur l'alternance, vaut mieux sans doute l'oublier

⁴³ La mécanisation du management est un phénomène qu'on retrouve au niveau mondial.

Haenni, L'Islam de marche

⁴⁴ De rares publications telles que Le Journal ou encore Tel Quel s'essayent à diffuser de temps à autre les résultats de ces recherches.

⁴⁵ Aktouf

⁴⁶ sans schéma de causalité linéaire bien sur

⁴⁷ Dahir 96-124, BO 4422/17, Octobre 1966

⁴⁸ Peyrelevade Jean : Le gouvernement d'entreprise ou les fondements incertains d'un nouveau pouvoir, *Economica*, 1999

⁴⁹ Opération inquisitoriale qui, comme son nom ne l'indique pas, fut une gigantesque opération de règlements de comptes menée par l'ancien ministre de l'intérieur Basri en vue de terroriser les milieux économiques et derrière eux le pays tout entier sous prétexte de lutte contre la corruption.

⁵⁰ Trop de lois tuent la loi, tout comme en France où les énarques sont persuadés que le droit public peut à force de lois et de décrets agir sur la société. Voir Carbonnier Jean : Droit et passion du droit sous la Vème République, Flammarion, 1996

⁵¹ Fadel Agoumi, la Vie Economique, 17/02/2006

⁵² « le droit se réduit à une succession de procédures d'où la notion de principe est absente » Sapir p. 173

⁵³ « l'application des lois dans ce modèle ne constitue plus une décision en ce que ces lois ne reflètent plus un choix d'acteur » Sapir p. 172

⁵⁴ « est juste tout ce qui a été décidé au sein de règles définies »

⁵⁵ Sapir p. 127

⁵⁶ Brecht

⁵⁷ Sens original: dépôt, entrepôt

Les points de vue exprimés ici représentent ceux de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les points de vue du Centre International pour l'Entreprise Privée (CIPE) ou le Centre de Développement de l'OCDE. CIPE et l'OCDE donnent la permission d'imprimer, de traduire, et/ou publier les articles à condition que (1) une reconnaissance appropriée soit donnée à l'auteur original, CIPE et à l'OCDE, et (2) CIPE et l'OCDE soient notifiés où l'article soit placé et une copie soit fournie à CIPE et l'OCDE.